

Prolongation/A propos de la Journée nationale de l'or Le gouvernement en quête de transparence



Malgré son potentiel aurifère exploité depuis plusieurs années, Etéké est toujours sous-développé.



En 2010, le gouvernement a mis fin à l'exploitation anarchique de l'or à Minkebe.

Guy-Romuald MABICKA
Libreville/Gabon

Qu'il s'agisse du Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet, qui a ouvert les travaux de cet événement ou du ministre des Mines, Christian Magnagna qui les a clôturés, cette nécessité est revenue dans chacun de leurs discours. Le dernier cité déplorant même la sortie frauduleuse de quatre tonnes d'or du Gabon, en 2017.

L'ÉVÉNEMENT peut être qualifié d'historique, parce que le gouvernement a rarement réuni autant de personnes pour parler d'une ressource minière qui peut ou devrait jouer un rôle fondamental dans la croissance du Gabon. Il s'agit de l'or qui a été, le 6 juillet dernier, au cœur d'une journée nationale organisée à l'initiative du ministère en charge des Mines.

Les travaux ont été ou-

verts par le Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet. Lequel a, comme pour souligner l'importance de cette journée, rappelé la décision du chef de l'Etat de classer l'or comme "substance stratégique" pour notre pays. Le défi, selon lui étant que "l'or qui est exploité depuis les années 1930, contribue à sa juste valeur au développement économique et durable du Gabon".

Au-delà de la contribution à l'essor de l'économie nationale, le ministre des Mines, Christian Magnagna, a fait état de la détermination du gouvernement à "voir un peu plus clair" dans cette ressource minière exploitée sans la moindre traçabilité. Il suffit de consulter les différents Tableaux de bord de l'économie pour constater l'absence d'une ligne de ce minerai. L'on est donc en quête d'une exploitation on ne peut plus transparente de l'or. **SORTIE FRAUDULEUSE D'OR EN 2017.** Dans une

interview exclusive accordée à notre journal, en février 2017, Christian Magnagna, avait parlé de Minkebe qui avait déjà fait l'objet d'une exploitation anarchique stoppée en 2010. Si personne ne peut, aujourd'hui, dire avec exactitude si elle est réellement terminée, le ministre des Mines avait aussi annoncé une évaluation des ressources dudit gisement "pour aboutir, dans les meilleurs délais, à l'ouverture d'une neuvième exploitation industrielle de l'or dans notre pays". C'est dire qu'il y en a déjà eu huit, aux côtés des exploitations artisanales. Mais, curieusement, le gouvernement n'a apparemment aucune trace sur les productions. Et c'est pourquoi, dans son discours d'ouverture de la première édition de la Journée nationale de l'or, le Premier ministre a souligné le caractère "utile et urgent" de la décision du président de la République prise lors du Conseil des ministres dé-

localisé tenu en février 2016 à Nkok.

« C'est un défi important pour notre pays en quête de diversification des ressources budgétaires publiques, au moment où plusieurs de nos économies traversent une crise persistante pouvant remettre en cause les programmes sociaux mis en place au Gabon, principalement pour réduire la pauvreté et la précarité au sein des populations rurales », a insisté Emmanuel Issoze Ngondet.

Les propos du chef du gouvernement ont été appuyés par le patron du département des Mines. S'exprimant sur la question, Christian Magnagna a affirmé, pour le déplorer, que quatre tonnes d'or sont frauduleusement sorties du pays en 2017. « Quatre tonnes, ce n'est pas forcément un chiffre effrayant mais c'est ce qu'on nous dit. Est-ce que c'est vérifié ? Je n'en sais absolument rien. L'objectif c'est la transparence d'une filière

qui doit vivre des liens beaucoup plus serrés », a-t-il dit.

SENSIBILISATION ET INTERPELLATION. Souhaitant donc faire de la filière aurifère gabonaise un levier important de diversification de l'économie nationale et de développement durable à travers les perspectives et le potentiel des zones telles que Etéké et Minkebe, le membre du gouvernement a rappelé l'adoption récente d'un nouveau Code minier attractif pour les investisseurs et protecteur pour les populations et l'écosystème. Pour lui, "la filière a besoin de plus de transparence si elle veut faire de ce minerai une ressource stratégique dans un horizon de 5 à 10 ans". Ajoutant qu'en 2018, l'on envisage, au ministère des Mines, une production d'environ deux tonnes alors que la production a chuté à environ 500 kg en 2017.

Cependant, en 2015, elle avait atteint 1 472 kg. Une

chute due probablement à la sortie frauduleuse de la production nationale. Et (sans doute) aux fausses déclarations sur les quantités réellement produites par les opérateurs identifiés.

Dans tous les cas, selon le ministre Magnagna, "dans l'ambition d'encourager la production aurifère nationale, sept permis supplémentaires ont été cédés par le gouvernement, en 2017, à quatre compagnies. Il s'agit d'Alpha Centauri Mining SA, Gabon Gold, Maxi Gold et la Société équatoriale des mines (Sem) qui est l'opérateur étatique".

A la clôture des présentes assises, le membre du gouvernement, dans un message de sensibilisation et d'interpellation, a abordé un certain nombre de préoccupations parmi lesquelles la fraude qui sévit dans ce secteur.

La transparence s'impose, si l'on veut faire de l'or la nouvelle pépite de l'économie gabonaise.



Le ministre des Mines, Christian Magnagna, a insisté sur la nécessité d'une transparence dans le secteur aurifère gabonais.



Les participants à la journée nationale de l'or lors de la cérémonie de clôture.